

## Introduction

Le développement du système bancaire au Mexique a été très tardif, non seulement par rapport à l'Europe et aux États-Unis mais également vis-à-vis du reste de l'Amérique latine elle-même. Alors qu'en Grande-Bretagne il existait près de 1 000 établissements bancaires vers 1840 et qu'aux mêmes dates, les États-Unis en comptaient déjà 901, l'Espagne, quant à elle, n'en dénombrait que 20 tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle. La situation du Mexique s'apparente plus à celle de l'Espagne qu'à celle des pays anglo-saxons : la première banque n'est créée qu'en 1864<sup>1</sup>. Cette implantation tardive d'un système bancaire explique que les recherches sur la banque mexicaine soient un champ encore très peu exploré. C'est pourquoi l'objectif de ce travail est de contribuer aux recherches consacrées à la formation du système bancaire mexicain en étudiant la participation des investisseurs français entre le Porfiriato et la crise de 1929, en particulier à travers l'exemple de la Banque de Paris et des Pays-Bas.

Ce choix n'est pas arbitraire. Outre le vide historiographique, l'historien reste surpris devant l'importance acquise par les investissements bancaires français au Mexique sous le Porfiriato, qui finissent par occuper la première place, devant ceux des États-Unis et de la Grande-Bretagne. Néanmoins, l'importance et l'ampleur de ces investissements français ne sont pas mises en valeur par les travaux qui étudient cette question. Notre objectif, par conséquent, consistera à combler ce manque en prenant comme fil conducteur les sources de première main proposées au chercheur par les banques françaises, notamment la Banque de Paris et des Pays-Bas, mais également d'autres établissements comme le Crédit lyonnais et la Société générale. Côté français, l'état de la recherche est légèrement meilleur, mais sans excès. Le rôle des banques de dépôt est connu dans le détail, mais celui des banques d'affaires a à peine été exploré par quelques travaux pionniers<sup>2</sup>. Pourtant la France a joué un rôle dans la formation du système bancaire international comme en atteste le fait qu'en 1906 il existait, dans le monde,

1. MARICHAL, in BOURILLON, BOUTRY *et al.*, 2006.

2. En ce qui concerne les banques de dépôt, on peut se référer aux travaux de LANDES, 1958; GILLE, 1958; BOUVIER, 1961 et 1973; CAMERON, 1961; LEVY-LEBOYER, 1964; BONIN, 1994 et 1996. Pour les banques d'affaires, il faut consulter POIDEVIN, 1998; GIRAULT, 1999; THOBIE, 1977; BRODER, 1981; MARGUERAT, 1987; BOUSSIERE, 1992; BONIN, 2001.

176 banques britanniques, 89 françaises, 81 allemandes, 68 hollandaises, 6 belges et 10 nord-américaines<sup>3</sup>. En effet, au-delà de la seule question du nombre de banques, il est clair que la France est alors la deuxième puissance financière du monde et qu'elle atteint le quatrième rang international sur le plan commercial et industriel<sup>4</sup>.

C'est pourquoi la Banque de Paris et des Pays-Bas, l'un des établissements bancaires les plus importants de France, et sans doute d'Europe, eut une présence significative au Mexique. Si, sur le plan international, ses investissements majeurs ont concerné d'autres pays comme la Russie ou l'Europe de l'Est, elle n'en a pas moins joué un rôle loin d'être insignifiant dans la formation du système bancaire mexicain et dans le financement de différents secteurs industriels et entrepreneuriaux<sup>5</sup>. C'est l'un des apports de ce travail de recherche. Si nous en savons peu sur le financement bancaire de l'industrie ou de l'agriculture mexicaine et sur les vicissitudes rencontrées par le milieu des banques au cours de la révolution mexicaine, nous étudierons ces trois aspects tout au long de ce travail, à partir des modes de financement accordées aux compagnies bancaires, industrielles et agricoles. Quand nous avons eu accès aux archives des entreprises, nous avons pu mettre en regard les informations fournies par Paribas avec celles tirées des accords de négociation. Dans d'autres cas, nous avons confronté l'information issue des archives bancaires avec celle tirée des fonds d'archives diplomatiques ou nationales<sup>6</sup>. Le résultat propose une analyse détaillée du comportement des entreprises entre le Porfiriato et la Révolution mexicaine qui devra certainement être approfondie par de futurs travaux.

Notre travail vise essentiellement à redonner toute sa dimension à l'investissement français au Mexique au moment même où sa présence semble s'effacer dans les travaux récents. En effet, si l'on compare l'étude classique de Luis Nicolau d'Olivera (1965) aux travaux plus récents, comme ceux de Kuntz et Riguzzi (2010), le montant et l'importance des capitaux français semblent s'estomper progressivement. Bien que ces derniers auteurs défendent la thèse selon laquelle l'essor des exportations mexicaines aurait soutenu le développement de l'économie mexicaine et créé les conditions propres à un changement structurel tant dans le domaine de la modernisa-

3. ANDREFF et PASTRÉ, *in* BRODER, 2007 : 51-103.

4. BRODER, 2007 ; MARICHAL, 2002.

5. Le rôle de la banque française dans la création de la Banque nationale du Mexique a été bien étudié par LUDLOW, 1997 et 2002 ; MAURER, 2002 ; CERDA, 1994. Mais son influence dans les secteurs industriel, agricole et commercial a été peu analysée.

6. Nous rejoignons Franco Amatori lorsqu'il affirme : « Qu'en tant qu'historiens nous ne pouvons nous contenter de sources de seconde main. Nous devons nous plonger dans les archives et mettre les mains à la pâte. Nous devons entreprendre un travail de longue haleine mais qui ne saurait suffire. Nous devons aussi être critiques face aux documents trouvés et les comparer à d'autres sources, des sources de seconde main, la littérature dite "grise", l'histoire orale et nous devons comprendre si ces sources répondent de façon pertinente aux problèmes que nous pensons être les plus importants pour notre recherche. » AMATORI, 2009 : 11-23.

tion économique que de l'industrialisation, selon eux, l'apport des capitaux français dans ces transformations serait resté très limité<sup>7</sup>.

Contrairement au travail classique de Nicolau qui signalait l'importance notable de ces capitaux d'origine française, Kuntz indique que l'on comptait à peine deux compagnies minières françaises parmi les plus importantes de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, analyse confirmée par Riguzzi qui affirme que seules deux compagnies minières étaient importantes, El Boleo et Dos Estrellas ; c'est plus tard seulement, pendant la première décennie du XX<sup>e</sup> siècle, que les investissements français ont concerné les banques et l'industrie. Cependant, l'augmentation extraordinaire du nombre de compagnies étrangères, qui passe de 150 à plus de 500 entre 1880 et 1914, s'explique par l'arrivée de capitaux anglo-américains : 94 % du total des capitaux des entreprises principales provenait de ces pays. La participation française et d'autres pays européens comme l'Allemagne et l'Espagne est, dans ce cadre, extrêmement limitée<sup>8</sup>.

Notre travail cherche à nuancer cet argument. En réalité, nous pensons que plusieurs éléments doivent être pris en compte avant de souligner la perte d'importance des capitaux français. En premier lieu, nous ne partageons pas l'idée qui sert de point de départ à la thèse de Kuntz-Riguzzi. Dans leurs travaux, ces auteurs avancent qu'en 1910 l'investissement étranger direct s'élevait à près de 700 millions de dollars<sup>9</sup>. Dans son ouvrage classique, Nicolau mentionne pour sa part plus du double, soit 1 700 millions de dollars investis<sup>10</sup>. Ce chiffre est repris par plusieurs chercheurs comme Rosenzweig (1965), Cárdenas (1992) et Haber (1992), c'est pourquoi nous pensons que Kuntz et Riguzzi devraient expliquer leur méthode de calcul du montant de l'investissement étranger direct étant donné que la différence entre les chiffres proposés est énorme<sup>11</sup>.

En second lieu, ce poids si important des investissements anglo-américains nous semble surdimensionné. Si 94 % des plus de 500 compagnies créées entre 1890 et 1910 étaient d'origine anglo-américaine, comment expliquer alors que les capitaux français augmentent plus que les capitaux anglais entre 1880 et 1911 ? Les capitaux britanniques passent de 164 millions de dollars à plus de 300 millions entre ces deux dates tandis que les Français passent de moins de 100 millions en 1902 à près de 400 millions en 1911<sup>12</sup>.

7. KUNTZ, 2010 : 306.

8. RIGUZZI, *in* KUNTZ, 2010 : 393.

9. KUNTZ, 2010 : 320. Riguzzi indique qu'ils ont dû dépasser les 800 millions de dollars, RIGUZZI, *in* KUNTZ, 2010 : 393.

10. NICOLAU, *in* COSÍO VILLEGAS, 1965 : 1154.

11. CÁRDENAS mentionne que ce montant s'élevait à 1 800 millions de dollars (*in* CÁRDENAS, 1992 : 27). HABER lui fait atteindre les 2 000 millions (*in* HABER, 1992 : 27). Meyer, pour sa part, indique 1 007 millions de dollars investis par les Nord-Américains, 450 par les Britanniques, suivis ensuite par d'autres pays (*in* MEYER, 1972 : 112).

12. CÁRDENAS, 1992 : 27. Kuntz elle-même indique qu'en 1910, alors que 37 % des capitaux étaient d'origine nord-américaine, 29 % étaient d'origine britannique et 27 % d'origine française (*in* KUNTZ, 2010 : 320).

À vrai dire, nous pensons que les travaux de Nicolau (1965), Cárdenas (1992), Rosenzweig (1965), Haber (1992) et Pérez (1998) ont mieux évalué le poids et l'importance de l'investissement étranger en général, et ceux de l'investissement français en particulier, dans la croissance économique de l'époque porfirienne. Nous cherchons à compléter ces estimations générales par des éléments tirés des sources consultées dans les archives de la banque française et de certaines entreprises mexicaines.

À partir de cette approche, nous pourrions observer le rythme des investissements français qui, y compris dans la branche minière, ne se limitaient pas seulement à deux entreprises. En effet, dans ce travail, nous chercherons à démontrer qu'entre 1880 et 1890 les principaux investissements français s'orientent vers les mines (parmi celles-ci, El Boleo et Dos Estrellas se démarquent mais il existe également des investissements à Peñoles pour un total de sept millions de francs et dans bien d'autres mines encore), vers la mise en place de la Banque nationale du Mexique, vers l'industrie textile (notamment l'usine de Rio Blanco avec 57 millions de francs investis en 1889), vers le secteur de la brasserie et l'industrie des chemins de fer. À partir de 1890, d'importants investissements se tournent vers le secteur industriel : l'industrie textile (Santa Rosa en 1897), l'industrie du tabac (Buen Tono en 1899), l'industrie du papier (San Rafael en 1894). Le secteur commercial s'accroît également avec la création d'un magasin de nouveautés du Palacio de Hierro en 1891, sans négliger toutefois le secteur bancaire (Banque du Jalisco en 1898, Banque centrale mexicaine en 1898 et plusieurs succursales de la Banque nationale du Mexique dans différentes régions) ni les compagnies agricoles comme Xico (1898) et El Pánuco (1898). Entre 1900 et le début de la Révolution, le développement des institutions bancaires se poursuit avec le Crédit foncier (1900), la Société foncière du Mexique (1906) et la Société financière pour l'industrie au Mexique (1901). En outre, le secteur industriel se diversifie : émergent l'industrie du ciment (Portland en 1904), la fonderie Monterrey (1900), la Compagnie nationale de dynamite (1901), l'industrie du pétrole (El Aguila en 1903), l'industrie de l'électricité (Chapala en 1910). Au final, le montant des investissements français passe de 300 millions de francs en 1902 à 953 en 1908 puis 2485 en 1910<sup>13</sup>. Le montant en pesos de ces capitaux dépasse les 908 millions en 1911 : nous avons là les 400 millions de dollars

13. Les investissements français au Mexique suivent le même schéma que dans le cas espagnol à la différence que, dans la péninsule Ibérique, la France est le principal pays investisseur de capital étranger et qu'en plus, une grande partie de ce capital s'oriente dans la construction du système ferroviaire. Vers 1890, les capitaux se tournent d'abord vers le chemin de fer et les mines, puis dans un second temps, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, vers l'industrie chimique et électrique, les transports urbains, la banque et l'assurance. MALUQUER DE MOTES, *in* COMIN, HERNÁNDEZ et LLOPIS, 2002 : 282. D'après les estimations de Broder, en Espagne, l'investissement total en millions de francs se développe de la façon suivante : entre 1881-1890 718 millions sont investis ; entre 1891 et 1900 382,7 ; entre 1901 et 1913, le montant total s'élève à 737,6 millions de francs (*in* BRODER, 1976 : 29-63). Pour la période, le total atteint les 1 838,3 millions de francs ce qui reste inférieur

et plus d'investissement français signalés par Nicolau et Cárdenas, qui se traduisent par la présence de 18 grandes entreprises françaises parmi les plus importantes du Porfiriato avant 1910 et qui sont au nombre de 20 vers 1910.

Le rythme d'arrivée et l'importance de ces capitaux sont analysés tout au long de ce livre dont le propos se concentre, comme nous l'avons déjà signalé, sur trois processus. Le premier concerne la contribution des capitaux français à l'émergence et à la formation d'un système bancaire au Mexique. À partir des archives bancaires françaises, nous pouvons observer la construction du système bancaire mexicain dont les caractéristiques ont été décrites dans différents travaux et qui peuvent se résumer en trois composantes principales. Tout d'abord, le gouvernement mexicain régulaient étroitement le nombre d'établissements bancaires et seuls deux avaient une dimension nationale, la Banque de Londres et du Mexique et la Banque nationale du Mexique. Ensuite, la majorité des prêts était accordée par relations, ce qui signifie que les banques accordaient la majeure partie des prêts à leurs propres dirigeants ou à des membres de leur famille. Enfin, l'association avec l'État porfirien permettait aux banques de faire de fructueuses affaires et d'étendre l'influence de l'oligarchie porfirienne, le groupe des Científicos, grâce à la création d'un réseau bancaire entre les différents États mexicains<sup>14</sup>. Nous analyserons ce comportement des banques de façon générale dans le deuxième chapitre de cet ouvrage et de façon plus spécifique dans le troisième chapitre en nous arrêtant sur le cas particulier de la Société foncière du Mexique.

La seconde caractéristique concerne l'impact de la Révolution mexicaine sur les flux de capitaux français au Mexique. Notre propos tend à signaler que la forte présence de capitaux s'interrompt avec les convulsions révolutionnaires. Les investisseurs français ne trouvent pas de cadre institutionnel adéquat pour continuer à y envoyer leurs capitaux et devant les risques, préfèrent les orienter vers d'autres pays, en Europe centrale et vers la Russie impériale.

En troisième lieu, contrairement aux capitaux français qui subissent les conséquences de la Révolution, les entreprises qui reçoivent ces capitaux, elles, ne connaissent pas de crise sévère suite aux événements violents qui se produisent. La plupart d'entre elles sont seulement confrontées à des secousses brèves mais brutales lors des points culminants de l'affrontement armé, mais récupèrent rapidement et agrandissent leurs marchés. Notre argument rejoint les analyses de Haber qui, plutôt que de présenter la Révolution comme un obstacle pour le développement entrepreneurial, affirme que ce sont les coûts élevés du capital fixe, la faible productivité

au montant des capitaux investis au Mexique à la même époque qui dépasse les 2 000 millions de francs.

14. HABER, *in* KUNTZ, 2010 : 425. Haber précise que, dans le cas de la Banque nationale du Mexique, 100 % de tous les prêts non gouvernementaux réalisés entre 1888 et 1901 furent attribués à des membres appartenant à l'institution.

du travail et l'étroitesse des marchés qui empêchèrent le développement des entreprises industrielles. Nous analysons ce point dans différentes parties de ce livre, notamment dans les passages concernant l'industrie du ciment, de la dynamite, du papier, de l'hydroélectricité et certains secteurs de l'agro-industrie.

Au fond, notre propos commence par signaler l'existence d'une stratégie de transfert culturel qui a été décisive pour qu'une relation entre les deux pays, après l'échec de l'intervention française en soutien à l'aventure impériale de Maximilien, puisse se reconstruire. Elle fut au fondement de l'arrivée de capitaux français au Mexique. Dans le premier chapitre, nous analysons les modes de construction de ce cadre en démontrant que la globalisation des marchés de l'information ne dépendait pas uniquement de la mise en place du réseau télégraphique sous-marin (le câble sous-marin entre Veracruz et Galveston est installé en 1881) et de l'ouverture du canal de Suez en 1869. La presse, la littérature de voyage et surtout les conseillers économiques des gouvernements et des entreprises deviennent aussi des relais efficaces dans la transmission d'une idée dominante qui peut se résumer ainsi : si le Mexique n'était pas encore entré dans l'ère de progrès qu'un pays, passé grâce à Porfirio Díaz de l'anarchie à la paix, était en droit d'attendre, cela était dû au manque de capitaux et de soutiens qu'un pays comme la France pouvait offrir au nom d'une latinité qui s'opposait fortement à la doctrine expansionniste nord-américaine. Le volume et le contenu des publications et des livres qui rendent compte de ce transfert sont analysés dans ce premier chapitre, signalant un fait nouveau : la statistique naissante sert d'élément de légitimation à un discours prétendument scientifique qui justifie l'arrivée d'investissements français au Mexique.

Dans le deuxième chapitre, ce discours de légitimation basé sur le transfert culturel est mis en perspective avec la présence réelle des capitaux et de la colonie française au Mexique. Nous observerons comment le Mexique devient un important pays récepteur de capital étranger, et tout particulièrement du capital français, seulement devancé par l'Argentine en Amérique latine et occupant un rang équivalent à celui du Brésil. Ici, nous mettrons en regard les désirs et les possibilités des technocrates du Porfiriato, une élite très puissante, qui construit une image du Mexique à la mesure des investisseurs étrangers. Les chantres du progrès créent l'image d'un pays où, après des années de chaos politique et militaire, la paix est l'œuvre majeure du Porfiriato : c'est cette représentation que les statistiques du régime construisent et diffusent dans les expositions internationales. Cependant, la réalité ne correspond pas toujours aux chiffres. Les catalogues, les tableaux, les annuaires montrent non seulement un Mexique pacifié et apte à accueillir des capitaux, mais aussi un pays marqué par les inégalités, où la propriété est extrêmement concentrée, où la richesse est très inégalement répartie sur tout le territoire, où la nature et les hommes se caractérisent aussi par de

fortes disparités régionales et finalement où les limites du pouvoir institutionnel et politique dévoilent une concentration et une centralisation très marquées. Cette question est analysée dans le deuxième chapitre où ces deux contradictions apparaissent. La première émane du désir d'attirer des capitaux, mais limité concrètement par les possibilités offertes par un pays qui n'est pas encore entré dans la modernité, que ce soit sur le plan des institutions, du système politique ou des transformations économiques. La deuxième se situe aux frontières de l'image et de la réalité. Pour étayer cette dernière contradiction nous analysons en détail le réseau de banquiers qui arrivent au Mexique, sa formation et ses limites<sup>15</sup>. Les investisseurs ne s'en remettent pas simplement aux merveilles naturelles d'un Mexique décrit comme un pays de *Cocagne*, bien au contraire, ils orientent leurs capitaux vers les affaires les plus rentables comme la mine, la banque, le commerce, l'industrie et l'agriculture d'exportation.

Pour finir, dans le troisième chapitre, nous analysons certains secteurs représentatifs de ces investissements comme la banque (Société foncière du Mexique), l'industrie (Compagnie des fabriques de papier San Rafael, Compagnie hydroélectrique du Chapala, Ciments Portland entre autres), l'agriculture (Compagnie agricole de Xico) et l'agro-industrie (Compagnie sucrière du Pánuco et Compagnie agricole de San Cristóbal). Ici, nous étudierons en détail les facteurs qui expliquent l'essor de ces secteurs au sein d'un milieu entrepreneurial dominé par les grands monopoles, protégés par des tarifs douaniers à la mesure de leurs intérêts qui encouragent une modernisation agressive mais limitée, du fait des coûts élevés du capital fixe, de la faible productivité du travail et des marchés restreints. Nous rejoignons Haber, Razo et Maurer quand ces derniers soutiennent que nous observons à cette période une stabilisation du pouvoir politique qui s'appuie sur des alliances stratégiques conclues avec certains groupes économiques (dans notre cas les grands industriels et argentiers) à travers l'attribution sélective de droits de propriété qui accroissent les privilèges de cette élite en échange de transferts de rentes, pour leurs bénéficiaires, afin de soutenir un régime autoritaire. Par rapport à la situation d'instabilité antérieure, un tel système a permis une croissance économique plus importante, mais certainement inférieure à celle qui se serait produite sous un régime encadré par un ordre démocratique, le seul capable de garantir universellement les droits de propriété<sup>16</sup>.

15. Sur une suggestion d'Albert Broder, qui a toujours insisté sur l'idée que, derrière les capitaux, se trouvent des hommes qui, de par leur formation et leurs limites, contribuent à l'essor ou au retrait de ces capitaux. Voir BRODER, 2010 : 36-118. Il affirme ici : « Le banquier international installé à Londres ou Paris, originaire d'une famille de Genève, Cologne, Francfort ou Hambourg, est avant tout une personne physique. Il est relié à une maison mère... il dispose de "contacts", de "relations" qui lui permettent rapidement d'exister et de se faire connaître... Dans l'ensemble, cette aristocratie de l'argent et du change est, comme tout pouvoir, de taille réduite et entend le rester au moyen d'un contrôle collectif efficace et discret. » BRODER, 2010 : 44-45.

16. HABER, RAZO et MAURER, 2003 : 345.

À travers ce parcours nous observons toutes les étapes, des stratégies de transfert au jeu des acteurs économiques réels. En réalité, nous avons privilégié la méthode de Chandler d'immersion dans les données pour circuler au sein des stratégies et des acteurs<sup>17</sup>. Tout comme Chandler qui a recueilli ses données à partir de différents fonds en privilégiant les archives des entreprises, nous avons aussi tenu à consulter ce type de sources<sup>18</sup>. Au fond, nous reprenons à notre compte la suggestion de Chandler de privilégier la méthode d'analyse historique qui consiste, non pas à sélectionner l'information pour vérifier une idée ou une hypothèse, mais à reconstruire les données et à tirer, à partir de celles-ci, des interprétations générales<sup>19</sup>. Cette méthode entraîne évidemment de nombreux problèmes inhérents à ce type de recherches.

Pour commencer, comme pour plusieurs secteurs entrepreneuriaux, les archives de la banque française n'ont connu qu'une ouverture lente et limitée. En général, les entreprises françaises préfèrent s'adresser à des cabinets spécialisés ou des éditeurs sous contrat qui écrivent l'histoire de l'entreprise. Elles ne cherchent pas à encourager la recherche universitaire, jugée hors de contrôle<sup>20</sup>. Ainsi des entreprises comme Électricité de France (EDF) n'ouvrent pas leurs archives aux historiens professionnels par crainte qu'ils donnent une image négative de l'entreprise, surtout en raison des

17. Pour reprendre les termes de McCRAW : « La méthode de Chandler consistait initialement à s'immerger dans un océan de faits. Il a mené de vastes recherches au sein de la bibliothèque Widener à Harvard. » McCRAW, 1988 : 3.

18. Pour Chandler, dans son livre *Stratégie et Structure* : « L'information sur ces nombreuses compagnies provient, en premier lieu, d'un matériel immédiatement accessible comme des comptes rendus annuels et autres rapports d'activité des entreprises, des publications officielles, des articles de presse, et parfois des biographies et des livres d'histoire des entreprises. Pour 18 des compagnies les plus importantes, des entretiens avec de hauts dirigeants ont permis d'apporter des compléments aux archives imprimées. D'autre part, les analyses les plus détaillées concernant l'innovation organisationnelle chez Du Pont, General Motors, Standard Oil (New Jersey) et Sears, Roebuck, s'appuient largement sur les archives internes des entreprises – correspondances, comptes rendus, memorandum, minutes des réunions, etc. » McCRAW, 1988 : 166.

19. Pour Chandler : « La tâche de l'historien ne se limite pas simplement à s'approprier les théories des autres ou à les vérifier pour eux. Elle consiste à utiliser les concepts et les modèles existants pour explorer les données recueillies et mettre en ordre les questions et les préoccupations propres à chaque chercheur. Si un concept ne semble pas fonctionner, il faut l'abandonner, s'il ne fonctionne qu'avec des modifications, alors il ne faut pas hésiter à les faire. Et l'historien doit toujours travailler en développant sa propre analyse. » Bussines history as institutional history. » MACCRAW, 1988 : 301-306. C'est pourquoi il affirme, dans son ouvrage, *La Mano Visible* : « Cette étude est une histoire. Elle tente de mettre en évidence la responsabilité fondamentale de l'historien vis-à-vis des archives. En retour, ces archives fournissent une base aux interprétations générales proposées ici. Les données n'ont pas été sélectionnées dans le but de tester et de valider des hypothèses ou des théories générales. » McCRAW, 1988 : 392.

20. Pour Jean Pierre Nioche : « Le cas le plus fréquent est l'occultation des moments sombres de l'histoire de l'entreprise. Il n'est que de voir la difficulté d'étudier la période de la Seconde Guerre mondiale ou les activités coloniales. C'est pourquoi également, en cas de besoin, les responsables de la communication de l'entreprise préfèrent s'adresser à des cabinets spécialisés ou à des éditeurs qui écriront, ou feront écrire, une histoire de l'entreprise dans un cadre contractuel, plutôt que d'ouvrir les archives à des historiens universitaires, dont le travail sera jugé "incontrôlable". » NIOCHE, BARJOT, DUMAS *et al.*, 2009 : 111.



risques liés à l'énergie nucléaire. Ou encore des groupes de l'industrie du textile comme Natixis refusent toujours aux jeunes chercheurs l'accès à leurs archives<sup>21</sup>.

Dans le cas de la banque française, l'ouverture des archives du groupe BNP-Paribas a commencé vers 1990, suivie par celles du Crédit lyonnais (en 1991) et de la Société générale (1995)<sup>22</sup>. Néanmoins, cette ouverture n'a pas été sans difficultés. En principe, les incitations visant à faciliter l'accès à l'information découlaient de l'action du gouvernement français et de son intérêt pour enquêter sur les conditions de spoliation des biens des familles juives vivant en France, confisqués ou acquis moyennant la fraude, la violence ou le dol sous l'Occupation et le régime de Vichy entre 1940 et 1944. C'est pourquoi le Premier ministre Alain Juppé a proposé en 1997 que la Commission Mattéoli soit chargée d'étudier ces spoliations. À ce stade, la nécessité de disposer d'archives et de services spécialisés de consultation de ces matériaux fut d'autant plus ressentie que les banques ignoraient l'état exact des documents en leur possession et qu'en 1996 des banques comme Paribas avaient décidé, suite à des pertes économiques, de fermer leur service d'archives<sup>23</sup>. Face à la requête du Premier ministre, l'ouverture des archives a commencé lentement, ce qui n'a pas empêché qu'en 2008, il soit décidé de détruire les archives du Comptoir national d'escompte, non seulement par mesure d'économie, mais surtout pour garantir le secret bancaire. Cette décision permettait d'éviter la diffusion d'informations sur des opérations coloniales françaises menées en Afrique et en Asie du Sud-Est<sup>24</sup>.

Si, depuis le début du nouveau millénaire, la mission Mattéoli a signalé dans ses recommandations générales la nécessité de disposer d'un véritable service d'archives dans les entreprises bancaires et d'assurances, des voix se sont élevées au sein de la communauté internationale pour que les archives

21. C'est l'opinion de Barjot sur EDF et celle de Dumas concernant l'industrie textile dans NIOCHE, BARJOT, DUMAS *et al.*, 2009 : 111-123.

22. Cette ouverture se produit au moment où se développe la *business history* : la revue *Entreprise et histoire* naît en 1992, la première chaire d'histoire des entreprises est créée à l'EHESS en 1985 et les Archives du monde du travail sont fondées en 1993. NOUGARET, 2009 : 67-73, in NIOCHE, BARJOT, DUMAS *et al.*, 2009.

23. Voir PIERRE DE LONGUEMAR et ROGER NOUGARET, 2009 : 2, in NIOCHE, BARJOT *et al.*, 2009.

24. Selon l'opinion de Roger Nougaret : « Pour revenir sur le cas des archives des banques, il faut bien voir que les banques sont soumises à des règles très spécifiques. Le secret bancaire est très particulier et très strict : on ne peut pas transmettre des informations sur les clients, on n'a même pas le droit de dire qui sont nos clients. Et de plus la loi ne prévoit pas de prescription sur le secret bancaire : avec une interprétation trop littérale du texte, on ne peut toujours pas travailler sur la fortune de Napoléon par exemple... » NOUGARET, 2009 : 2, in NIOCHE, BARJOT *et al.* Concernant le groupe BNP-Paribas, Pierre de Longuemar signale à ce sujet : « Qu'on a connu une crise il y a deux ans (2007) quand l'archiviste responsable des Archives historiques a été remplacé par un juriste qui n'avait pas de formation archivistique et qui a trouvé très dangereux d'ouvrir les archives au risque d'aller contre le secret bancaire et d'être poursuivi au pénal pour cela. Il a finalement été décidé que l'on pourrait ouvrir les archives si celles-ci ne contrevenaient pas au secret bancaire. Le mot d'ordre a alors été : "Ouvrez les archives, mais en connaissance de cause, scrutez les archives avant de les mettre à disposition", et ce en lien avec la crainte des poursuites que les clients pourraient engager. » LONGUEMAR et NOUGARET, 2009 : 2.

des banques ne disparaissent pas et qu'elles restent accessibles au public intéressé. C'est dans ce contexte que nous avons eu accès aux archives de Paribas, créées en juillet 1999 en réponse à la Mission, et ce, grâce au soutien et à l'amabilité de Maurice Aymard et d'Albert Broder. Dès lors, nous avons pu consulter leurs fonds riches de plusieurs kilomètres de rayonnage grâce à la généreuse attention de ses responsables et notamment d'Anne Thérèse Nguyen, Anna Grimault et Roger Nougaret. Aux archives de la Société générale je tiens à remercier Marjolaine Meeschaert pour sa prévenance constante et Anne Brunterc'h au Crédit lyonnais. En réalité, toutes les personnes citées ici forment, avec leurs équipes de travail, un personnel d'un grand professionnalisme, loin des expériences relatées par les pionniers de l'histoire des entreprises en France<sup>25</sup>.

Grâce à ces documents, auxquels s'ajoutent les fonds consultés aux Archives du monde du travail de Roubaix et dans les entreprises étudiées, notamment les archives de la Compagnie des fabriques de papier de San Rafael et les documents de la Compagnie agricole de Xico et annexes, nous avons pu pénétrer dans ce monde de données mis en avant par Chandler<sup>26</sup>. Pour finir, il nous faut ajouter que la consultation des archives diplomatiques du Quai d'Orsay s'est également révélée très utile.

Ces quelques lignes de remerciement ne suffiront pas à solder les dettes contractées auprès de tous nos interlocuteurs attentionnés, ni auprès de la Maison des sciences de l'homme, institution qui m'a toujours généreusement accueilli au cours de mes différents séjours et qui a constamment appuyé mon travail en France, en particulier grâce à l'obligeance de son responsable scientifique pour l'Amérique latine, Dominique Fournier. À l'université de Toulouse, où la rédaction de ce livre a commencé lors de mon passage comme professeur invité en 2009-2010, je dois remercier Modesta Suárez et Michel Bertrand. Nadja Vuckovic a joué un rôle très important lors de mes passages à l'EHESS. Je remercie Lucie Hémeury pour la traduction du texte.

25. Par exemple Patrick Friedenson raconte : « La première fois que j'ai travaillé dans des archives d'entreprise, celles des Houillères du Bassin de la Loire, en 1964, l'archiviste était un ancien mineur atteint de la silicose. » Pour Catherine Omnès : « Le service des archives est en effet souvent un "placard" où sont placés des salariés en difficulté (handicap, problèmes de comportement, alcoolisme). » NIOCHE, BARJOT *et al.*, 2009.

26. À Roubaix, nous avons eu accès aux Archives du monde du travail, créées en 1993 sous le nom de Centre des Archives du monde du travail et depuis 2006, Archives nationales du monde du travail, qui sont parvenues à réunir sur 50 km de rayonnage les ensembles documentaires de plus de 100 entreprises appartenant à 28 domaines d'activité différents (dont un grand nombre issus de la série AQ qui étaient aux Archives nationales de Paris). Les Archives nationales du monde du travail se trouvent dans l'ancienne filature de coton Motte-Bossut, qui date du XIX<sup>e</sup> siècle, installée en plein centre-ville et dont l'intérieur a été entièrement réhabilité pour pouvoir accueillir les dépôts d'archives et leurs locaux tout en conservant l'architecture industrielle et manufacturière de sa façade. Nous avons pu aussi consulter à Londres les Archives Rotschild grâce aux aimables attentions de Justin Cavernelis.

Carlos Marichal a joué un rôle déterminant dans le choix du sujet étudié. Depuis le premier colloque organisé à Paris en l'an 2000 où nous avons discuté des avancées de ma recherche jusqu'à aujourd'hui, où ses occupations et ses récompenses l'ont maintenu plus occupé que ce qui est conseillé dans les guides de recommandations pour l'historien, je ne cesse de me rappeler de cet hiver de 2001 quand j'amenais mon fils à l'école de la rue Saint-Benoît et que nous croisions Carlos. Il m'avait alors rappelé les peurs des enfants lorsqu'ils doivent changer d'école parce que leurs parents voyagent. Peut-être que Pablo a compris depuis, par ce qu'il reste un voyageur infatigable, mais je n'ai pas cessé de m'en vouloir pour tous les changements que Lucía et lui ont dû supporter avec moi. C'est seulement avec eux que la peur est devenue une aventure.